



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/735
11 février 1957
ORIGINAL : FRANCAIS
ANGLAIS

RAPPORT DU COMITE CHARGE DE PREPARER LA CELEBRATION DU DIXIEME ANNIVERSAIRE
DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Introduction

1. A sa douzième session, la Commission des droits de l'homme a institué un comité, composé des Etats membres représentés au Bureau de la Commission, chargé d'établir des plans pour la célébration la plus large possible du dixième anniversaire de l'adoption et de la proclamation par l'Assemblée générale de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces plans devraient être préparés en consultation avec le Secrétaire général, les autorités compétentes de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et des autres institutions spécialisées et organisations non gouvernementales, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, que cette célébration concerne (E/2844, paragraphe 113).
2. Par sa résolution 624 C (XXII), le Conseil a pris note de la résolution de la Commission, et a invité à collaborer à cette entreprise l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi que les autres institutions spécialisées et organisations non gouvernementales que cette célébration concerne.
3. Le Comité, qui s'est réuni au Siège des Nations Unies les 21 septembre et 20 décembre 1956 et le 10 et le 24 janvier 1957, était composé comme suit :
 - M. Humberto Diaz-Casanova et M. Miguel Bravo représentaient le Chili;
 - M. Barthélémy Epinat, la France;
 - M. Mahmood Shafqat et M. S.A. Karim, le Pakistan;
 - M. Felixberto M. Serrano, les Philippines.A la première séance du Comité M. Barthélémy Epinat a été élu Président et Rapporteur.

/...

4. M. William Frye a représenté l'UNESCO, et a pris part à toutes les séances du Comité.
5. M. John P. Humphrey, Directeur de la Division des droits de l'homme et M. George J. Janecek, Directeur, Division de la liaison avec le public et de la distribution, Département de l'information, ont représenté le Secrétaire général.
6. Conformément à la résolution 624 C (XXII) du Conseil économique et social, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales ont été invitées à présenter des suggestions relatives à la célébration. En adoptant ses recommandations, le Comité a pris en considération toutes les suggestions qu'il a reçues^{1/}.

I. Considérations générales

7. Dans l'esprit des termes de son mandat, le Comité a estimé que la célébration du dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme devrait être conçue en fonction de deux considérations majeures :

- Elle devrait, d'une part, évoquer dans le monde l'importante étape marquée par la Déclaration du 10 décembre 1948. A cette fin, il conviendrait qu'elle fût apparaître, partout où ce sera possible, les efforts accomplis par les Nations Unies pour définir ces droits et en assurer le respect;

^{1/} Parmi les institutions spécialisées, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation mondiale de la santé et l'Union postale universelle ont envoyé des réponses. Vingt et une organisations non gouvernementales ont répondu; les organisations dont les noms suivent ont fait parvenir des suggestions :

Alliance internationale des femmes
Fédération internationale des droits de l'homme
Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques
Union internationale de protection de l'enfance
Union mondiale pour le judaïsme progressiste
International Cargo Handling Coordination Association
Fédération internationale pour les auberges de la jeunesse
Union libérale mondiale
Union des associations internationales
Association universelle d'Esperanto

- Elle devrait, d'autre part, fournir l'occasion de mieux faire connaître les droits et les libertés proclamés par la Déclaration universelle, susciter un intérêt et une compréhension renouvelés à leur égard et, partant, renforcer le respect qu'ils commandent.

8. Cette coopération universelle ne saurait avoir son véritable caractère que si elle s'étend à la fois et en même temps sur le plan national et sur le plan international. Le but essentiel, selon le Comité, est de gagner la plus large audience possible en utilisant tous les moyens d'information. Pour y parvenir, la coopération étroite et active des organes internationaux, des gouvernements et services publics, des universités et des établissements d'enseignement, des organisations non gouvernementales et de toutes leurs sections nationales, doit être assurée aussitôt que possible.

9. Dans cet esprit, le Comité conçoit que le rôle des Nations Unies pourrait être de formuler des recommandations invitant les gouvernements des Etats Membres des Nations Unies et des institutions spécialisées et les organisations ou institutions publiques et privées, dans chaque pays, à prendre les mesures nécessaires en vue d'une action coordonnée, mesures adaptées aux conditions nationales, régionales et locales et toujours conformes à l'esprit et à la lettre de la Charte.

10. Le Comité conçoit également qu'un appel devra être adressé aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales. Il formule l'espoir qu'elles prendront toutes - et en première place celles que leur mission et leur expérience désignent comme devant tout naturellement inspirer et coordonner les efforts de tous - une part active dans la célébration du dixième anniversaire de la Déclaration. Le Comité rend particulièrement hommage aux efforts consacrés par l'UNESCO en vue d'organiser une publicité en faveur de la Déclaration. En fait, c'est sur l'initiative de l'UNESCO qu'il a été décidé de célébrer chaque année, lors de la "Journée des droits de l'homme", l'anniversaire de l'adoption de la Déclaration.

11. Le Comité tient à souligner l'importante nécessité d'associer étroitement la jeunesse du monde à la célébration de cet anniversaire.

II. Recommandations

12. Le Comité a examiné un certain nombre de recommandations et a retenu les suivantes, qu'il soumet à la Commission. Il lui est apparu préférable de donner

/...

à la présentation de celles-ci un caractère général plutôt que d'aller trop avant dans le détail. Ayant mesuré l'immensité du champ que son mandat pourrait offrir à l'imagination, il sait qu'il n'a pas épuisé le sujet. Il s'est volontairement assigné certaines limites, afin d'éviter que la multiplicité des entreprises ne disperse les efforts.

13. Dans l'annexe du présent rapport, le Comité soumet à la Commission un projet de résolution, rédigé en termes généraux, aux fins d'adoption par le Conseil économique et social. Ce projet de résolution prévoit, notamment, l'institution d'un comité chargé, en coopération avec le Secrétaire général, de donner effet aux recommandations concernant la célébration du dixième anniversaire.

14. Les recommandations présentées par le Comité sont les suivantes :

A. Distribution du texte de la Déclaration

Le Comité recommande que la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 février 1948 soit dûment diffusée, commentée, méditée. A cette fin, il suggère que le Secrétaire général, avec le concours des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des écoles et des autorités locales, organise, en 1958, une nouvelle distribution universelle du texte de la Déclaration, rédigé dans le plus grand nombre de langues possible. On doit s'efforcer, selon le Comité, de mettre à la disposition du plus grand nombre de personnes possible un exemplaire de la Déclaration rédigé dans une langue qu'elles puissent comprendre.

B. Publications relatives aux droits de l'homme

Le Comité estime que le plus grand nombre possible de publications relatives aux droits de l'homme devraient être mises à la disposition des lecteurs en 1958. Ces publications devraient prendre la forme de livres et de brochures, aussi bien que celle de périodiques et d'articles spéciaux. Le concours d'écrivains, d'éditeurs et d'organisations non gouvernementales sera indispensable à cet égard.

Le Comité recommande que toutes les institutions spécialisées soient invitées à inclure, en 1957 et 1958, le thème des droits de l'homme dans leurs programmes d'information, surtout lorsque ce thème est en rapport étroit avec les travaux de l'institution.

De l'avis du Comité, il serait important qu'une publicité appropriée soit donnée, en 1958, aux travaux des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Il est donc recommandé que le Secrétaire général prépare un commentaire de la

/...

Déclaration contenant un exposé historique des travaux qui ont mené à l'adoption de ce texte. Il serait également souhaitable que la Déclaration soit expliquée au public en des essais d'une lecture facile, rédigés sur la base de ce commentaire. Le Secrétaire général devrait aussi publier une nouvelle brochure sur le rayonnement de la Déclaration. D'autres publications devraient contenir un exposé des travaux de la Commission des droits de l'homme et de ses Sous-Commissions, et des travaux de la Commission de la condition de la femme.

C. Cycle d'études international sur les droits de l'homme

Comme prélude aux manifestations mondiales du 10 décembre 1958, le Comité recommande l'organisation, en 1958, d'un cycle d'études international sur les droits de l'homme. Le but de ce cycle d'études serait de réunir des personnalités éminentes qui, dans toutes les parties du monde, s'intéressent aux droits de l'homme, afin de leur permettre d'échanger leurs connaissances et expériences. Le Comité croit devoir souligner la nécessité de faire participer à ce cycle d'études des personnalités qui jouent un rôle dominant dans les domaines les plus variés de la vie sociale.

D. Conférences des organisations non gouvernementales sur les droits de l'homme

Le Comité recommande que les organisations non gouvernementales mettent en relief l'importance des droits de l'homme lors de leurs conférences annuelles en 1958. Les organisations non gouvernementales pourraient également adopter, conjointement et séparément, des résolutions dans lesquelles elles affirmeraient à nouveau leur appui de la Déclaration.

E. Autres conférences et réunions consacrées aux droits de l'homme

De l'avis du Comité, il serait désirable de prier les gouvernements d'encourager les diverses institutions et organisations nationales à organiser, en 1958, des conférences à l'échelle nationale, et d'autres réunions consacrées aux droits de l'homme. Le soin de préparer ces conférences devrait être confié aux organisations civiques ou sociales importantes, étant entendu que lesdites conférences, organisées sur une large échelle, devraient accueillir des personnalités représentatives des domaines les plus divers de la vie sociale.

Il est également recommandé que les sociétés et groupes locaux, en nombre aussi grand que possible, organisent des réunions et discussions sur les droits de l'homme en 1958.

/...

F. Etudes relatives aux droits de l'homme

Il est recommandé que les écoles et universités incluent, dans la mesure du possible, des études spéciales sur les droits de l'homme dans leurs programmes pour 1958.

Le Comité suggère que, dans les écoles, la signification des articles de la Déclaration soit enseignée aux élèves, en l'illustrant par l'histoire de leur propre pays et par celle des conquêtes nationales des droits et libertés proclamés par la Déclaration.

Il est également suggéré que les universités, dans les différentes parties du monde, organisent des cycles d'études sur les droits de l'homme, ou des assemblées académiques qui se tiendraient au moment du dixième anniversaire.

G. Distinctions honorifiques et prix

Le Comité suggère que les gouvernements, les universités et d'autres institutions envisagent en 1958 d'honorer ou de récompenser des personnes qui se sont distinguées par leurs travaux ou études sur les droits de l'homme.

H. Concours artistiques

Le Comité s'est efforcé d'associer à la célébration les arts qui ont si souvent servi, et continuent à servir, la cause des droits de l'homme. S'il ne lui a pas semblé possible, pour des raisons pratiques, d'envisager l'organisation de concours internationaux pour toutes les formes d'expression artistique, il a cependant retenu les suggestions suivantes :

1. Des concours nationaux pourraient être ouverts dans les domaines de la littérature, de la musique et des arts plastiques. Il est en effet permis de concevoir que des artistes, dans les domaines les plus représentatifs du génie national, pourraient répondre à un appel qui les inciterait à soumettre à un jury une oeuvre ayant les droits de l'homme pour thème.

2. Un concours international d'art enfantin pourrait être organisé par le Secrétaire général, en coopération avec le Directeur général de l'UNESCO. Tous les enfants du monde pourraient être invités à illustrer, par des dessins ou tableaux, un ou plusieurs des droits, de leur choix, inscrits dans la Déclaration. Les envois seraient sélectionnés à un premier stade par un comité national. Leur nombre serait limité et leur format identique. Les lauréats, dont le nombre resterait à préciser, seraient couronnés par un jury international et leurs oeuvres exposées aux Nations Unies.

/...

3. Cette suggestion peut s'appliquer sur le plan national à des études ou courtès narrations ayant pour thème les droits de l'homme.

I. Programmes de radio, de cinéma et de télévision

Le Comité recommande que le Secrétaire général, en coopération avec le Directeur général de l'UNESCO, encourage la préparation de programmes nationaux et internationaux de radio, de cinéma et de télévision, à l'occasion du dixième anniversaire.

Le Comité suggère que l'on envisage la possibilité d'accorder des prix spéciaux aux films sur les droits de l'homme, dans le cadre des festivals internationaux du film. De même, un prix spécial pourrait être institué en faveur d'un programme de télévision célébrant la Journée des droits de l'homme en 1958.

J. Timbres-poste en l'honneur des droits de l'homme

Le Comité recommande que chaque gouvernement émette, le 10 décembre 1958, des timbres-poste en l'honneur des droits de l'homme, des enveloppes avec cachet du premier jour d'émission et des oblitérations spéciales.

Il est également recommandé que le service postal et philatélique des Nations Unies prenne des mesures identiques.

K. Cartes de fin d'année de l'UNICEF

Le Comité suggère que les cartes de fin d'année de l'UNICEF soient consacrées aux droits de l'homme en 1958. A la demande du Comité, l'UNICEF a accepté d'envisager l'utilisation, comme motif des cartes de fin d'année de 1959 ou 1960, d'un ou de plusieurs des dessins ou tableaux d'enfants couronnés par le jury international (voir H 2. ci-dessus).

L. Cérémonies de la Journée des droits de l'homme, 1958

Le Comité estime important que, le 10 décembre 1958, des cérémonies se déroulent dans chaque pays et sur le plan international, en nombre aussi élevé que possible, et avec le maximum d'éclat.

Il recommande que tous les gouvernements prennent leurs dispositions en vue d'organiser de telles cérémonies, le 10 décembre 1958, dans leurs capitales et villes principales.

Le Comité suggère également que les chefs d'Etat ou de gouvernement adressent ce jour-là un message spécial à la nation invitant, selon le cas, les institutions et les services de l'Etat, les organisations et les entreprises publiques et

/...

privées, à un nouvel effort en vue de mieux assurer le respect des droits et libertés inscrits dans la Déclaration universelle.

Le Comité recommande que le Secrétaire général organise une cérémonie appropriée, au Siège des Nations Unies, le 10 décembre 1958. Le programme de cette cérémonie devrait comprendre des séances spéciales de l'Assemblée générale - qui sera en cours de session à cette date - à l'issue desquelles les Etats Membres affirmeraient à nouveau, dans une résolution, l'appui qu'ils entendent donner à la Déclaration et leur foi dans les principes qui y sont inscrits. Le Secrétaire général des Nations Unies et les directeurs généraux des institutions spécialisées devraient être invités à faire des déclarations spéciales lors de ces séances.

Le Comité recommande également que le Secrétaire général organise des cérémonies appropriées à l'Office européen et dans les autres offices régionaux des Nations Unies.

Le Comité recommande enfin que les directeurs généraux des institutions spécialisées soient invités à organiser des cérémonies au siège de ces institutions, le 10 décembre 1958. Le Comité espère qu'il sera, de même, possible d'organiser le 10 décembre 1958 des séances spéciales de la onzième Conférence générale de l'UNESCO, qui sera probablement en cours de session à cette date.

/...

ANNEXE

Projet de résolution relatif à la célébration du dixième anniversaire
de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme

La Commission des droits de l'homme

Recommande au Conseil économique et social d'adopter la résolution
suivante :

"Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 624 C (XXII) par laquelle il a pris note
de la résolution de la Commission des droits de l'homme relative à l'éta-
blissement de plan pour la célébration du dixième anniversaire de la
Déclaration universelle des droits de l'homme, et invité à collaborer à
cette entreprise l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science
et la culture et les autres institutions spécialisées et organisations
non gouvernementales, que cette célébration concerne,

Rappelant aussi la résolution 423 (V) de l'Assemblée générale par
laquelle l'Assemblée a invité tous les Etats à adopter le 10 décembre de
chaque année comme Journée des droits de l'homme; à célébrer, ce jour-là,
la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme par
l'Assemblée générale, le 10 décembre 1948, à multiplier leurs efforts pour
faire réaliser à l'humanité de nouveaux progrès dans ce domaine; et à
faire connaître chaque année, par l'intermédiaire du Secrétaire général,
la façon dont ils ont célébré la Journée des droits de l'homme,

Prend note des plans proposés par la Commission des droits de l'homme
à sa treizième session, sur la recommandation du Comité chargé de préparer
de tels plans, qu'elle avait institués à sa douzième session;

Attire l'attention de tous les Etats sur les plans proposés pour la
célébration du dixième anniversaire, le 10 décembre 1958, et, en particulier,
sur les recommandations et les suggestions relatives aux mesures à prendre
par les gouvernements, en exprimant l'espoir que les Etats leur accorderont
largement leur appui et leur concours;

Invite les Etats à inclure, dans les rapports qu'ils présenteront
conformément à la résolution 423 (V) de l'Assemblée générale, des renseignements
sur la façon dont ils auront célébré le dixième anniversaire;

Prie les institutions spécialisées et les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil de
collaborer activement à l'élaboration et à l'exécution des plans relatifs
à la célébration du dixième anniversaire;

Prie le Secrétaire général, en coopération avec un comité composé des
représentants de et en collaboration avec le Directeur général
de l'UNESCO et les directeurs généraux des autres institutions spécialisées,
de prendre les dispositions nécessaires pour donner effet aux recommandations
de la Commission des droits de l'homme."